

Evaluation des lacunes : Les Africains aspirent à de plus grands progrès sur le plan éducatif

Dépêche No. 768 d'Afrobarometer | Richard Adjadeh

Résumé

L'Afrique subsaharienne affiche les taux les plus élevés au monde d'enfants non scolarisés, dont plus d'un enfant âgé de 6 à 11 ans sur cinq et presque trois enfants âgés de 15 à 17 ans sur cinq (Institut de Statistique de l'UNESCO, 2024 ; UNESCO, 2023).

La quête de l'éducation, essentielle au progrès sociétal et à l'épanouissement individuel, est un défi mondial souligné par l'Objectif de Développement Durable No. 4 des Nations Unies (2024), qui invite les pays à « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ».



En dépit des progrès enregistrés en termes de scolarisation dans le primaire (Banque Mondiale, 2023), les pays africains se heurtent à des obstacles persistants qui les empêchent d'atteindre cet objectif, qu'il s'agisse des frais de scolarité, du nombre insuffisant d'écoles rurales ou de la pénurie d'enseignants qualifiés (Klapper & Panchamia, 2023 ; Mayekoo, 2023).

Comme dans la plupart des régions du monde, la pandémie de COVID-19 a entraîné un recul majeur des objectifs liés à l'éducation dans les pays africains, les enfants ayant perdu des mois – voire des années – d'enseignement (Asim, Gera & Singhal, 2022 ; Human Rights Watch, 2020 ; UNICEF Afrique, 2022). Les pays d'Afrique subsaharienne ont enregistré en moyenne plus de 30 semaines de fermeture des écoles (Nations Unies, 2022), ce qui a eu pour effet d'accroître les taux d'abandon scolaire et d'exacerber les inégalités sociales et entre sexes (Kidman, Breton, Behrman & Kohler, 2022 ; Klapper & Panchamia, 2023 ; Davids, 2023 ; Warah, 2022).

Les résultats des enquêtes du Round 9 d'Afrobarometer réalisées dans 39 pays africains révèlent que si les jeunes citoyens sont plus instruits que leurs aînés, le niveau d'instruction varie considérablement d'un pays à l'autre et reflète des disparités persistantes chez les femmes, les pauvres et les habitants des zones rurales. De nombreux répondants signalent que les enfants non scolarisés constituent un problème fréquent dans leur communauté.

La plupart des adultes qui ont récemment eu affaire à une école publique disent qu'il leur a été facile d'obtenir les services dont ils avaient besoin et qu'ils ont été traités avec respect, bien qu'une minorité non négligeable parmi eux déclarent avoir dû verser des pots-de-vin.

Globalement, moins de la moitié des Africains sont satisfaits de la performance gouvernementale sur la question de l'éducation, laquelle se classe au sixième rang des problèmes les plus importants qui, selon les citoyens, requièrent une action urgente.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains, relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été

réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays. (Voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et des dates des travaux de terrain.)

Les partenaires nationaux d'Afrobarometer réalisent des entretiens en face à face dans la langue de choix du répondant avec des échantillons représentatifs au niveau national qui produisent des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un taux de confiance de 95%.

Cette analyse repose sur 53.444 entretiens dans 39 pays sondés. Les données sont pondérées de façon à obtenir des échantillons nationaux représentatifs. Pour les moyennes multi-pays, tous les pays sont pondérés à égalité (plutôt que proportionnellement à la taille de la population).

Résultats clés

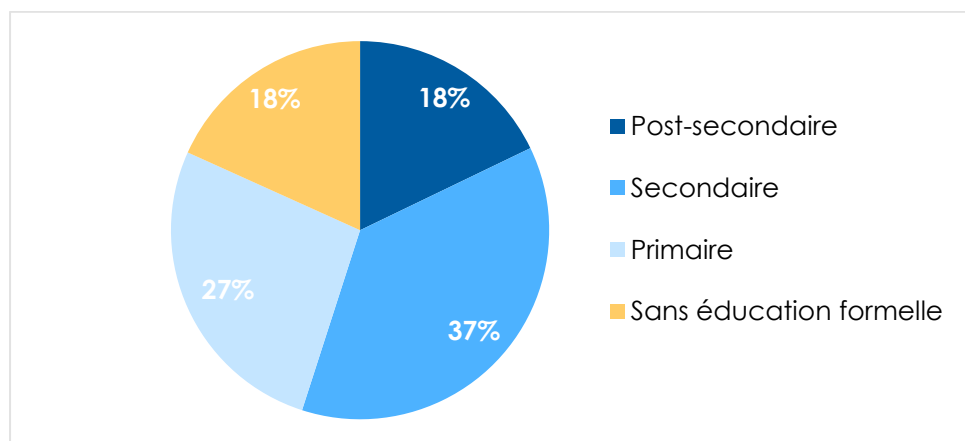
- En moyenne à travers 39 pays africains, plus de la moitié (55%) des adultes ont un niveau d'instruction secondaire (37%) ou post-secondaire (18%), tandis que 27% ont un niveau d'instruction primaire et 18% n'ont aucun niveau d'instruction formelle.
 - Le niveau d'instruction varie considérablement d'un pays à l'autre et d'un groupe démographique à l'autre, ce qui reflète les disparités observées chez les femmes, les pauvres et les habitants des zones rurales. Les jeunes Africains sont plus instruits que leurs aînés.
- Presque la moitié (48%) des Africains déclarent que les enfants d'âge scolaire qui ne sont pas scolarisés constituent un problème « assez fréquent » ou « très fréquent » dans leur communauté, avec un taux atteignant 83% au Libéria et 71% en Angola.
- Trois quarts (74%) des citoyens qui ont eu affaire aux écoles publiques au cours de l'année précédente déclarent avoir facilement obtenu les services dont ils avaient besoin.
 - Et trois quarts (74%) affirment que les enseignants ou d'autres responsables des écoles les ont traités avec respect.
 - Mais un sur cinq (19%) des répondants déclarent avoir dû verser des pots-de-vin pour obtenir les services nécessaires, cette proportion variant de 2% au Cabo Verde à 50% au Libéria. Les répondants pauvres sont deux fois plus susceptibles que les citoyens aisés de déclarer avoir dû verser un pot-de-vin à un enseignant ou un responsable d'école.
- Moins de la moitié (46%) des Africains pensent que leur gouvernement a une performance « assez bonne » ou « très bonne » en matière d'éducation, tandis que 52% lui attribuent de piètres notes.
- L'éducation se classe au sixième rang des problèmes les plus importants auxquels les Africains souhaitent que leurs gouvernements s'attaquent, mais elle occupe la première place au Libéria et en Mauritanie.

Niveau d'instruction

En moyenne à travers 39 pays africains, presque deux adultes sur 10 (18%) ont fait des études post-secondaires, tandis que la même proportion (18%) de répondants déclarent ne pas avoir fait d'études formelles. La plus grande partie (37%) des Africains déclarent que

l'enseignement secondaire est leur niveau d'instruction le plus élevé, tandis que 27% ont fait des études primaires (Figure 1).

Figure 1 : Niveau d'éducation | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : *Quel est votre plus haut niveau d'instruction ?*

Les niveaux d'instruction des citoyens varient considérablement d'un pays à l'autre (Figure 2). Si environ quatre adultes sur 10 ont des diplômes post-secondaires au Gabon (41%) et aux Seychelles (39%), cette proportion n'est que d'environ un sur 20 au Niger (4%), au Malawi (4%), au Mozambique (5%), au Burkina Faso (6%), en Tanzanie (6%) et à Madagascar (6%).

Dans 10 des 39 pays sondés, plus de 95% des adultes ont reçu une forme d'instruction formelle, avec en tête les Seychelles (99%), le Zimbabwe (98%) et Maurice (98%). En revanche, au Niger (65%), au Burkina Faso (55%), au Mali (52%) et en Guinée (50%), la moitié ou plus des citoyens déclarent ne pas avoir suivi d'enseignement formel.

Les résultats de l'enquête confirment qu'en moyenne, les jeunes Africains sont plus instruits que leurs aînés (Figure 3). A travers 39 pays, deux tiers environ (65%) des répondants âgés de 18 à 35 ans ont fait au moins quelques années d'études secondaires, contre 52%, 44% et 35% pour les cohortes progressivement plus âgées.¹ Un sur huit (13%) des jeunes adultes déclarent n'avoir aucun niveau d'instruction formelle, soit moins de la moitié de la proportion chez les plus de 55 ans (30%).

Le niveau d'instruction varie considérablement en fonction des caractéristiques démographiques des répondants (Figure 4). Les femmes sont moins susceptibles que les hommes d'avoir fait des études secondaires ou post-secondaires (51% contre 59%) et plus susceptibles de ne pas avoir fait d'études formelles (20% contre 16%).

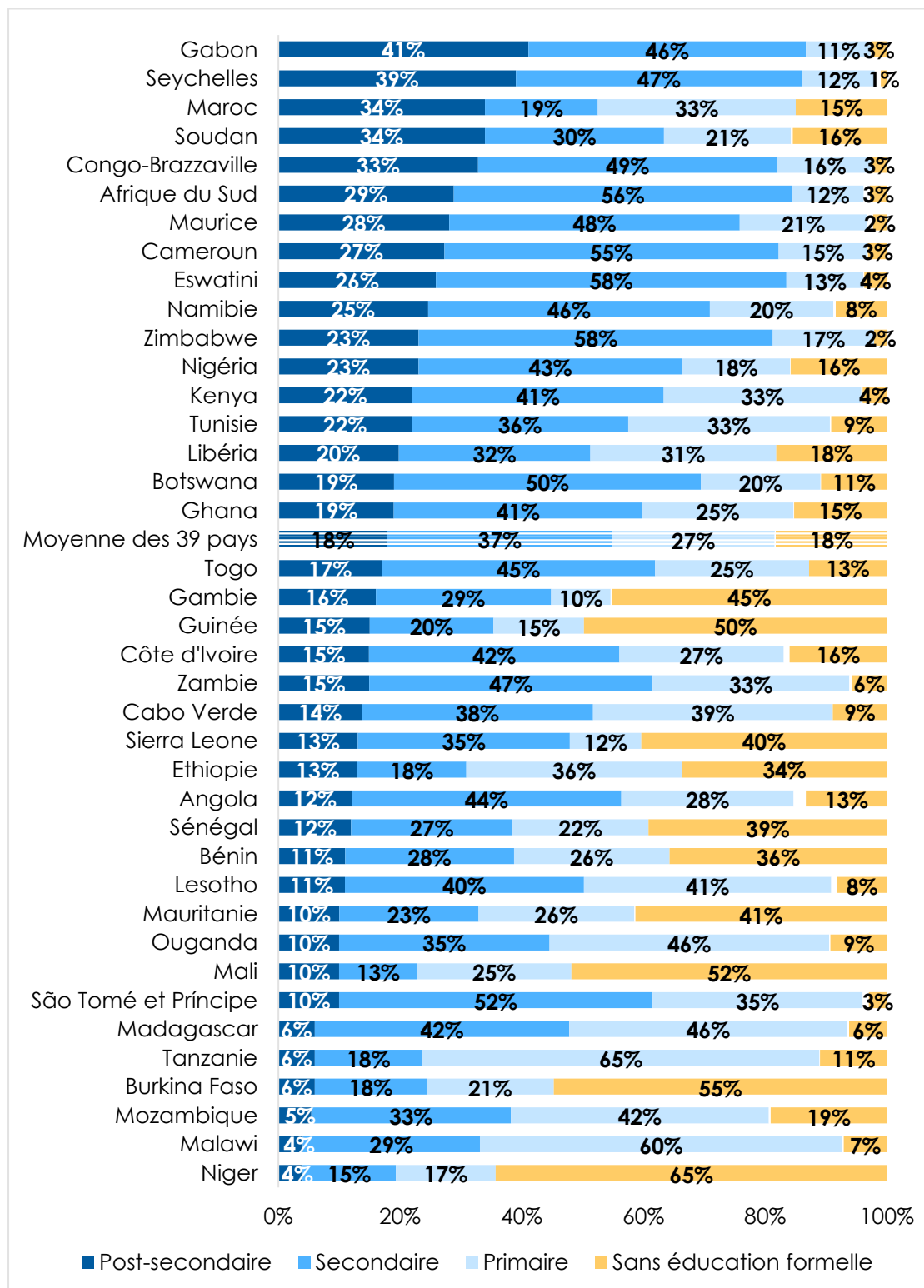
Les répondants les plus pauvres² sont plus de trois fois plus susceptibles que les plus aisés de ne pas avoir été scolarisés (25% contre 7%) et trois fois moins susceptibles d'avoir des diplômes d'études supérieures (11% contre 37%).

¹ En raison des arrondis, les pourcentages combinés indiqués dans le texte pourraient légèrement différer de la somme des sous-catégories indiquée dans les figures (par exemple, chez les 18-35 ans, 20% de « secondaire » et 44% de « post-secondaire » totalisent 65%).

² L'Indice de Pauvreté Vécue (IPV) d'Afrobarometer mesure les niveaux de dénuement matériel des répondants en leur demandant combien de fois eux-mêmes ou leur famille ont manqué de biens de première nécessité au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

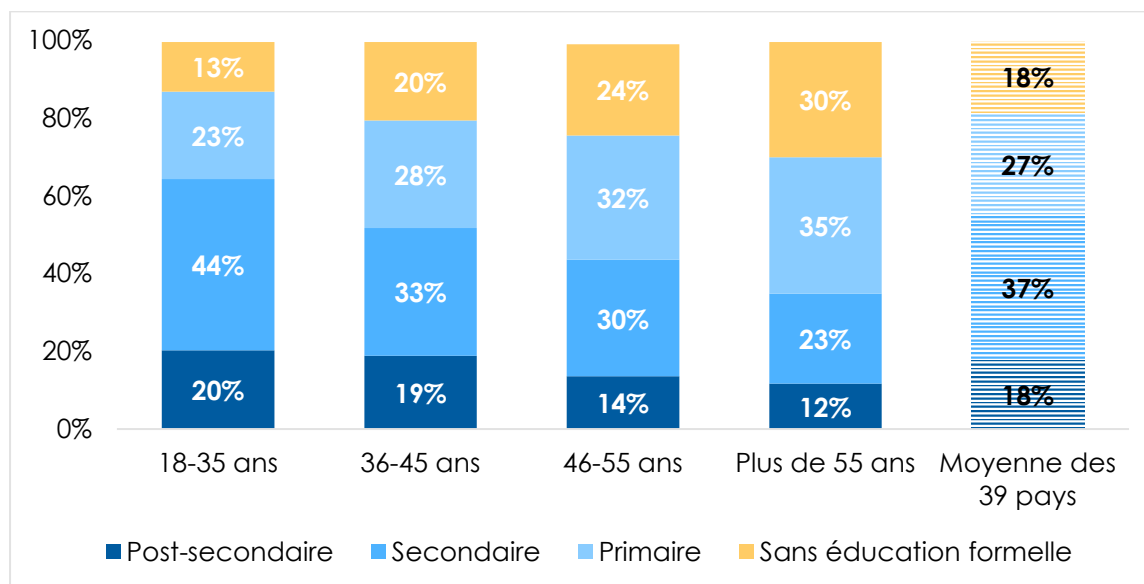
Il en va de même pour les habitants des zones rurales par rapport à ceux des zones urbaines : 27% contre 9% n'ont pas fait d'études formelles, et 9% contre 28% ont fait des études post-secondaires.

Figure 2 : Niveau d'éducation par pays | 39 pays | 2021/2023



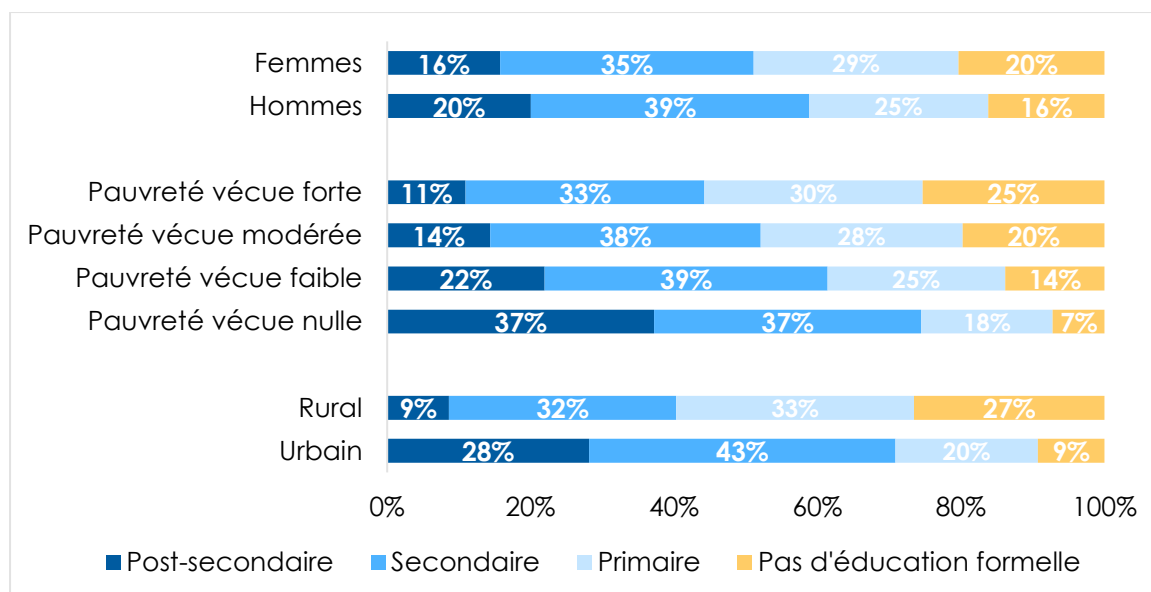
Question posée aux répondants : Quel est votre plus haut niveau d'instruction ?

Figure 3 : Niveau d'éducation | par groupe d'âge | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Quel est votre plus haut niveau d'instruction ?

Figure 4 : Niveau d'éducation | par groupe démographique | 39 pays | 2021/2023



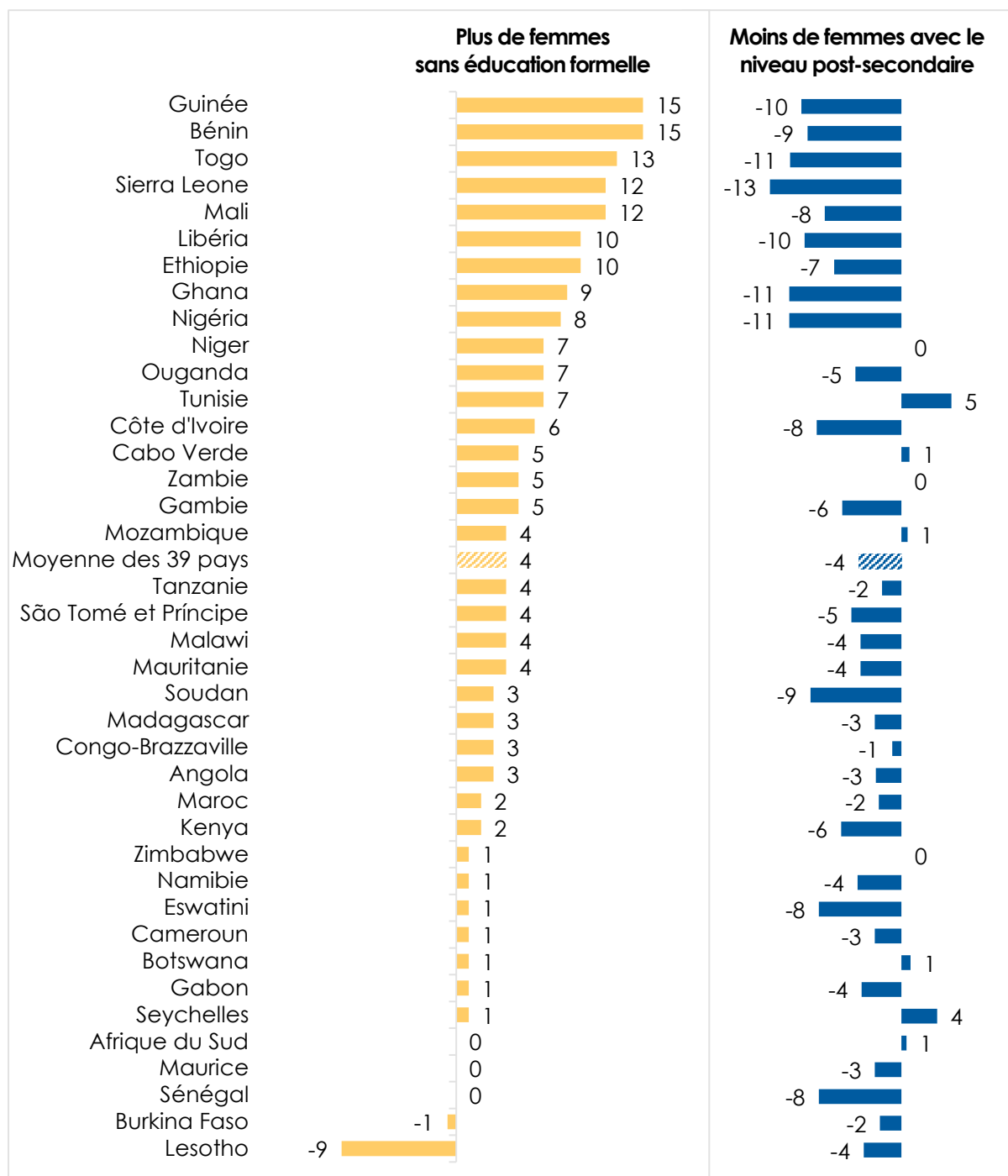
Question posée aux répondants : Quel est votre plus haut niveau d'instruction ?

Le déficit moyen de 4 points de pourcentage dont souffrent les femmes pour ce qui est d'avoir au moins un certain niveau d'instruction formelle varie considérablement d'un pays à l'autre, avec notamment des écarts à deux chiffres en Guinée (15 points de pourcentage), au Bénin (15 points), au Togo (13 points), en Sierra Leone (12 points), au Mali (12 points), au Libéria (10 points) et en Ethiopie (10 points) (Figure 5). Le Lesotho est le seul pays sondé où le différentiel est en faveur des femmes (de 9 points de pourcentage), tandis que 13 pays enregistrent des écarts inférieurs à 3 points de pourcentage.

Pour ce qui est de l'enseignement supérieur, six pays enregistrent des écarts à deux chiffres en faveur des hommes, au premier rang desquels la Sierra Leone (13 points de

pourcentage), tandis que la Tunisie et les Seychelles font état d'un plus grand nombre de femmes que d'hommes ayant fait des études supérieures (de 5 et 4 points de pourcentage, respectivement).

Figure 5 : Ecart entre les sexes en termes de manque d'accès à l'éducation formelle et d'atteinte du niveau d'étude post-secondaire | 39 pays | 2021/2023

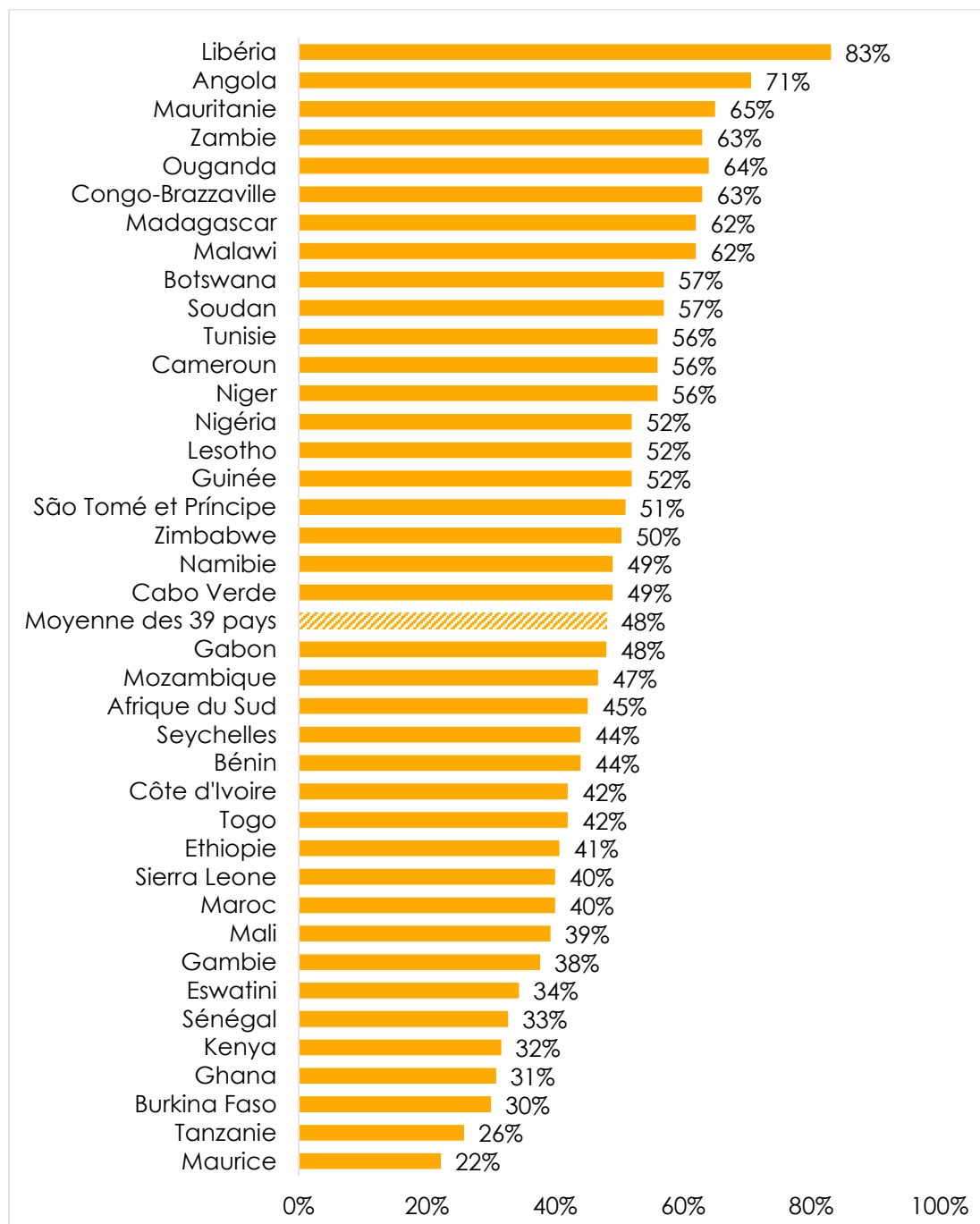


Question posée aux répondants : Quel est votre plus haut niveau d'instruction ? (Les chiffres montrent le pourcentage de femmes moins le pourcentage d'hommes sans éducation formelle (à gauche) et un manque d'études post-secondaires (à droite). Les chiffres positifs indiquent qu'il y a plus de femmes que d'hommes ; les nombres négatifs indiquent moins de femmes que d'hommes.)

Enfants non scolarisés

L'objectif d'une éducation inclusive et de qualité ne peut être atteint si un grand nombre d'enfants ne vont pas à l'école. En moyenne à travers 39 pays, presque la moitié (48%) des adultes déclarent que les enfants d'âge scolaire qui ne sont pas scolarisés constituent un problème « assez fréquent » ou « très fréquent » dans leur communauté (Figure 6).

Figure 6 : Les enfants non scolarisés, un problème fréquent | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : A quelle fréquence croyez-vous que la chose suivante se produit dans votre localité ou votre quartier : Les enfants qui doivent être à l'école et ne sont pas à l'école ? (% qui disent « assez fréquent » ou « très fréquent »)

La perception du problème des enfants non scolarisés est majoritaire dans 17 pays, atteignant 83% au Libéria et 71% en Angola. Dans six pays seulement, moins d'un tiers des citoyens partagent ce point de vue, en tête desquels Maurice (22%) et la Tanzanie (26%).

Expérience des citoyens avec les écoles publiques

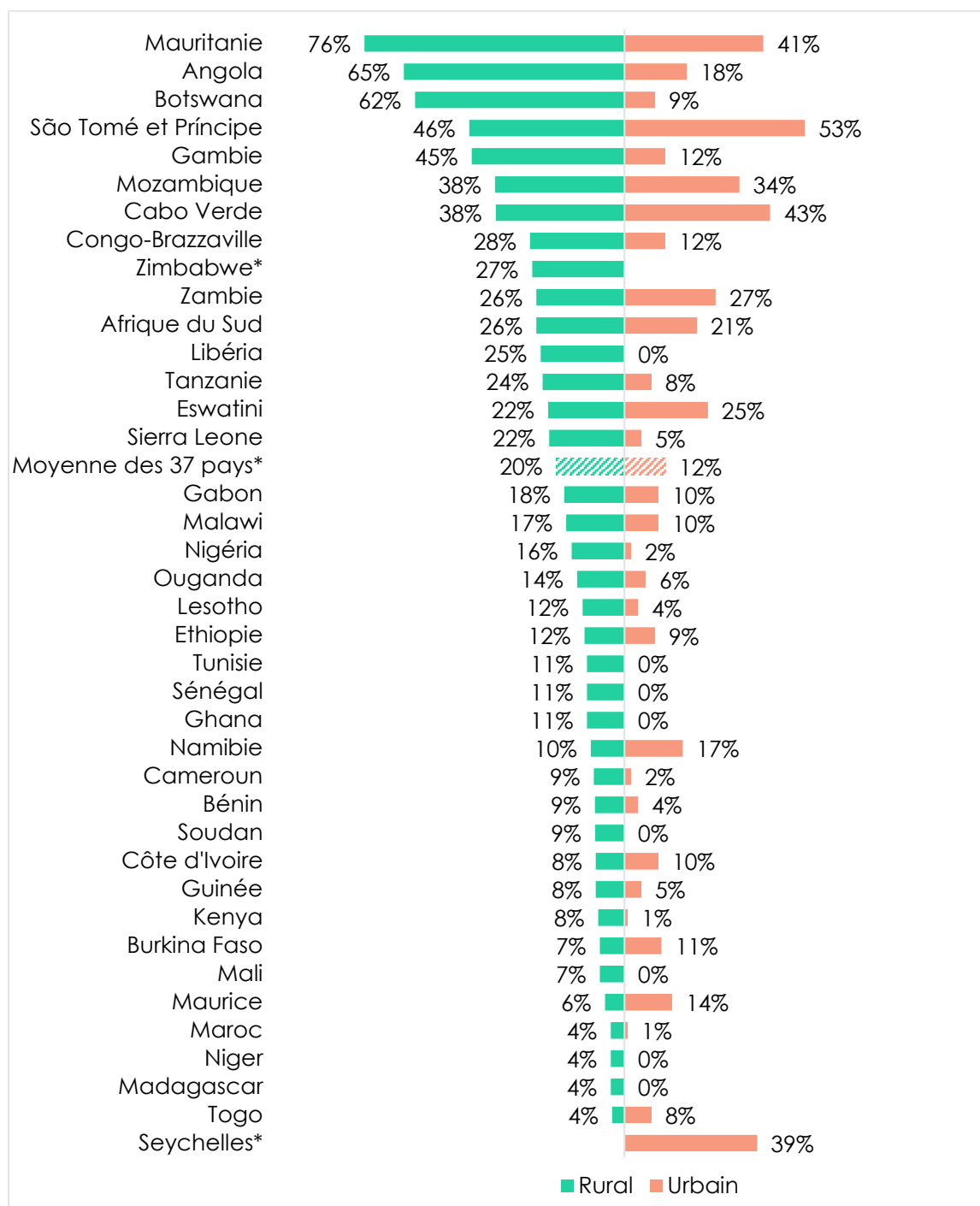
L'accès à l'éducation nécessite généralement l'accès à une école. En moyenne à travers 39 pays, les enquêteurs d'Afrobarometer ont constaté que 83% des zones de dénombrement qu'ils ont visitées avaient au moins une école publique ou privée à distance de marche.³

A travers 29 des pays sondés, les zones rurales étaient plus susceptibles que les villes de ne pas être dotées d'une école à proximité, avec des inégalités en milieu rural allant jusqu'à 53 points de pourcentage au Botswana et 47 points en Angola (Figure 7). Les zones rurales dépourvues d'école à proximité étaient les plus courantes en Mauritanie (76%), en Angola (65%) et au Botswana (62%), tandis que seulement 4% des zones rurales visitées au Togo, à Madagascar, au Niger et au Maroc souffraient de l'absence d'une école facilement accessible à pied.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil
d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

³ Les échantillons d'Afrobarometer sont basés sur une sélection de zones de dénombrement (ZD) tirées au sort dans le cadre du recensement national. Dans la plupart des pays, huit entretiens sont réalisés dans chaque ZD sélectionnée, de sorte que les équipes d'enquêteurs visitent généralement entre 150 (pour les enquêtes avec n=1 200) et 300 (pour les enquêtes avec n=2 400) ZD. Dans chaque ZD, l'équipe enregistre la présence ou l'absence d'infrastructures de base, telles que les écoles, et de services, tels que l'approvisionnement en électricité. En raison de la taille réduite des échantillons, la marge d'erreur sur les chiffres rapportés ici pour la présence d'installations scolaires est plus élevée que pour les résultats obtenus lors des entretiens individuels.

Figure 7 : Aucune école à distance de marche | 37 pays* | 2021/2023



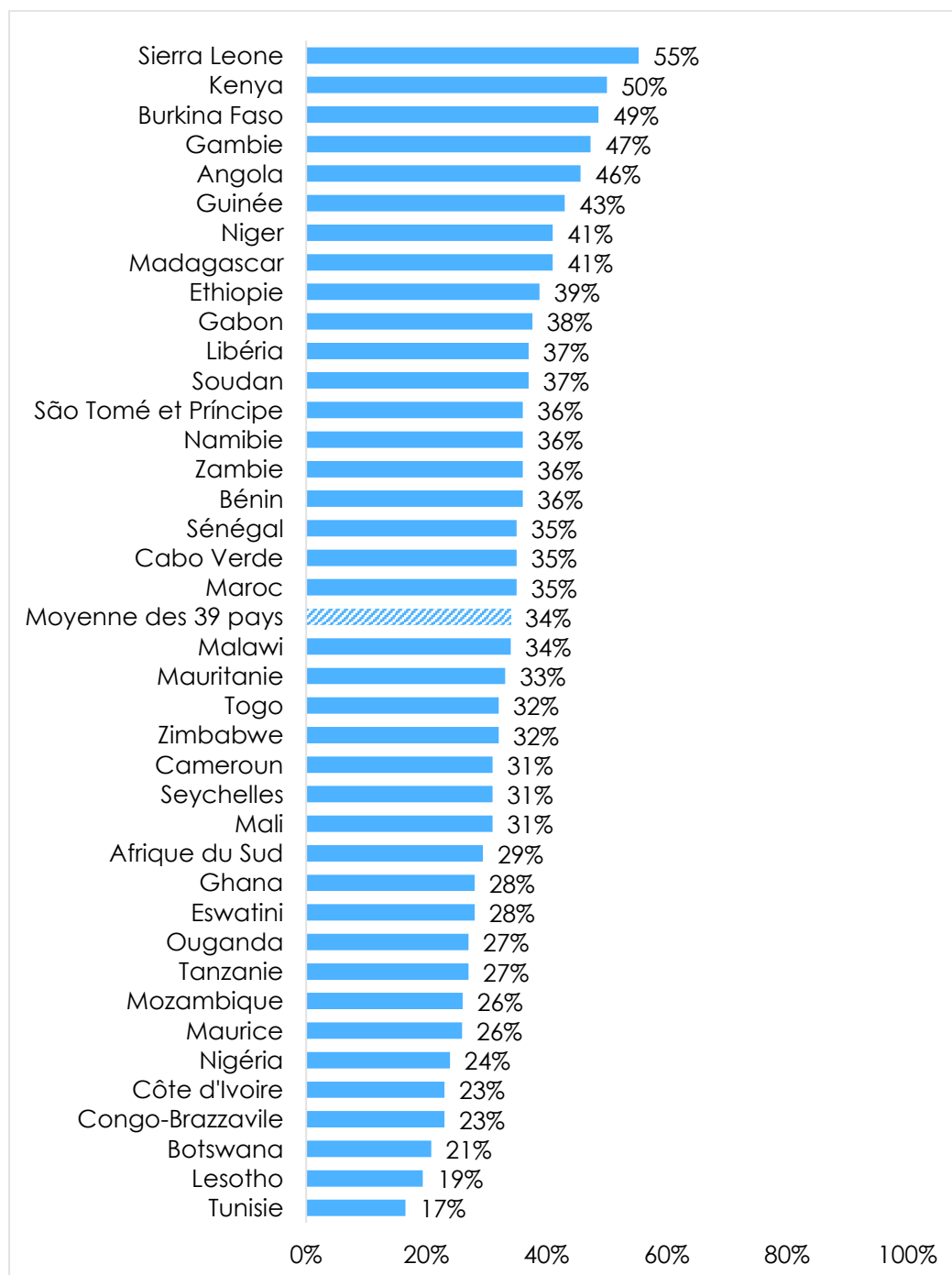
Questions posées aux enquêteurs : Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci : Une école (privée ou publique) ? (% qui disent « non »)

* Les moyennes des 37 pays n'incluent pas les Seychelles, où les données ne sont pas ventilées par zone urbaine-rurale, ni le Zimbabwe, où une erreur présumée de collecte de données a abouti à un constat de 46% de zones urbaines sans école à proximité, contre 2% en 2021.

Un tiers (34%) des répondants déclarent avoir eu affaire à une école publique au cours de l'année précédant l'enquête, cette proportion allant de moins d'un sur cinq chez les

Tunisiens (17%) et les Basotho (19%) à la moitié ou plus des Sierra-Léonais (55%) et des Kenyans (50%) (Figure 8).

Figure 8 : Contact avec une école publique | 39 pays | 2021/2023

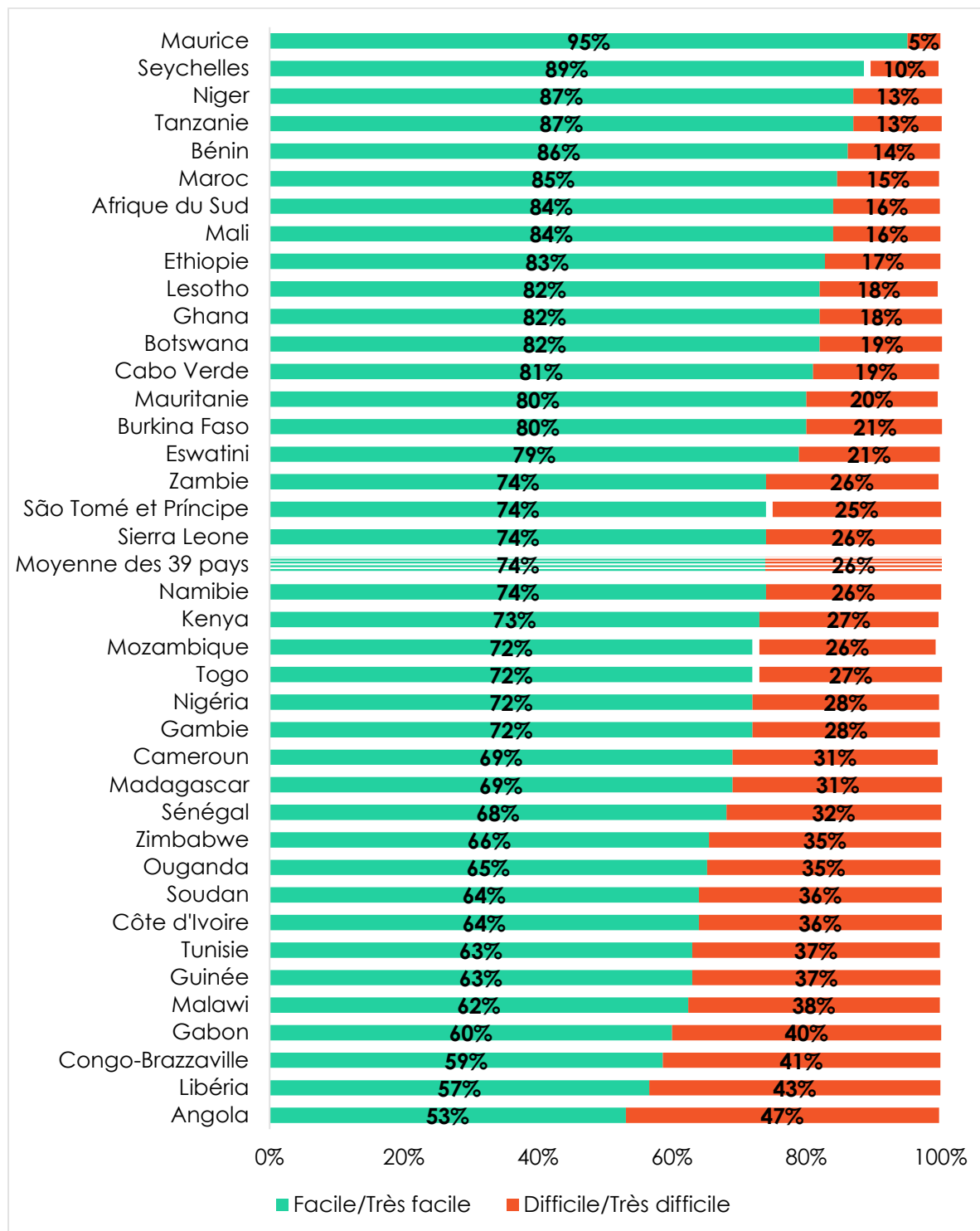


Question posée aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu affaire à une école publique ? (% qui disent « oui »)

Trois quarts (74%) des répondants ayant eu affaire aux écoles publiques déclarent avoir trouvé « facile » ou « très facile » d'obtenir les services dont ils avaient besoin de la part des enseignants ou d'autres responsables de l'école (Figure 9). Presque tous les Mauriciens (95%)

approuvent cette évaluation, et l'on constate que même dans les pays les moins satisfaits – l'Angola (53%) et le Libéria (57%) – la majorité des répondants font état de peu de difficultés.

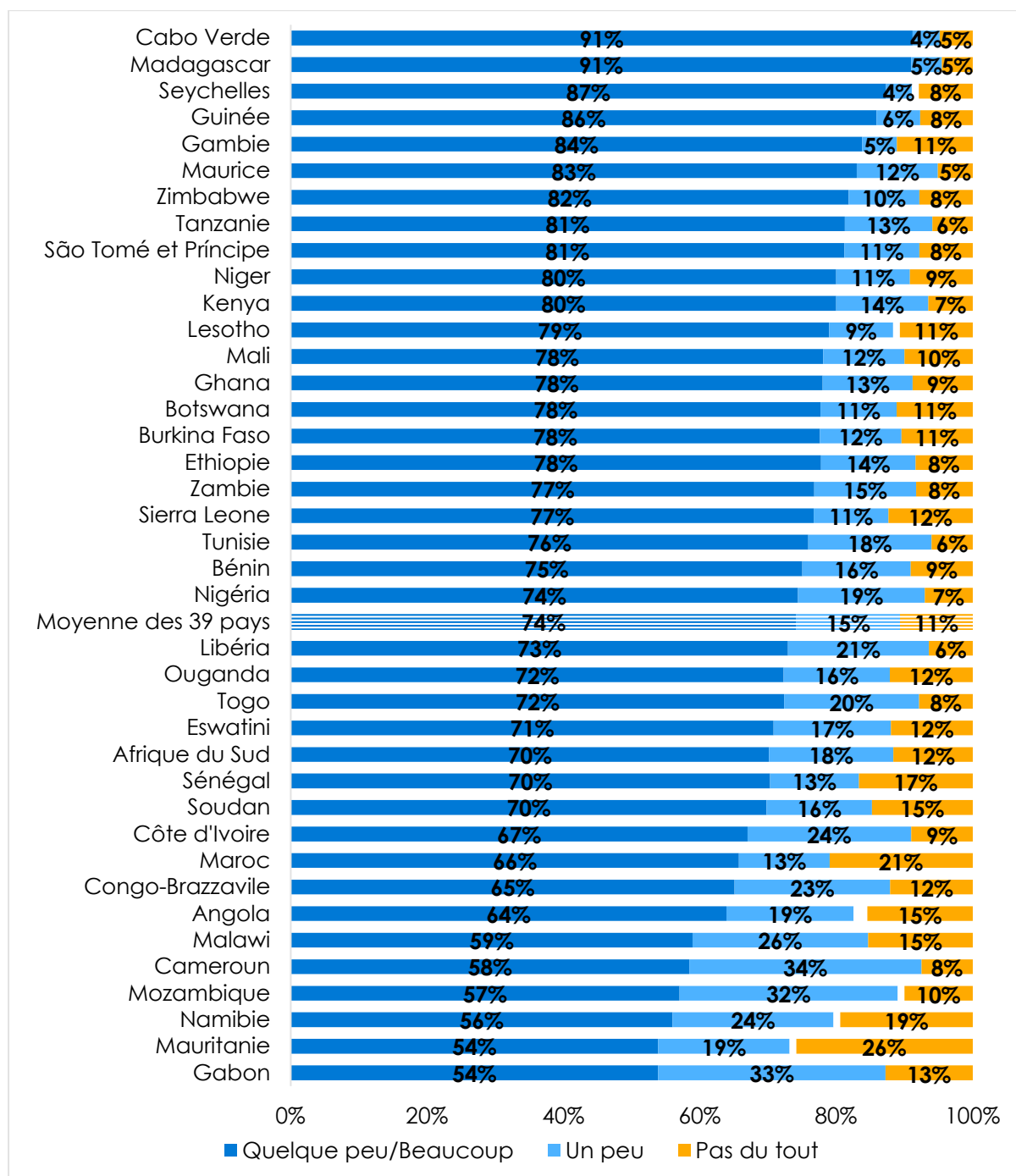
Figure 9 : Facilité d'obtenir les services des écoles publiques | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants qui disent avoir eu affaire à une école publique au cours des 12 derniers mois : *Etait-ce facile ou difficile d'obtenir les services dont vous aviez besoin auprès des enseignants ou des dirigeants d'école ? (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une école publique ont été exclus.)*

En moyenne, 74% des répondants ayant eu affaire aux écoles publiques déclarent avoir été traités avec respect – « quelque peu » ou « beaucoup » – par les enseignants et responsables d'établissement, allant de 54% en Mauritanie et au Gabon à 91% au Cabo Verde et à Madagascar (Figure 10).

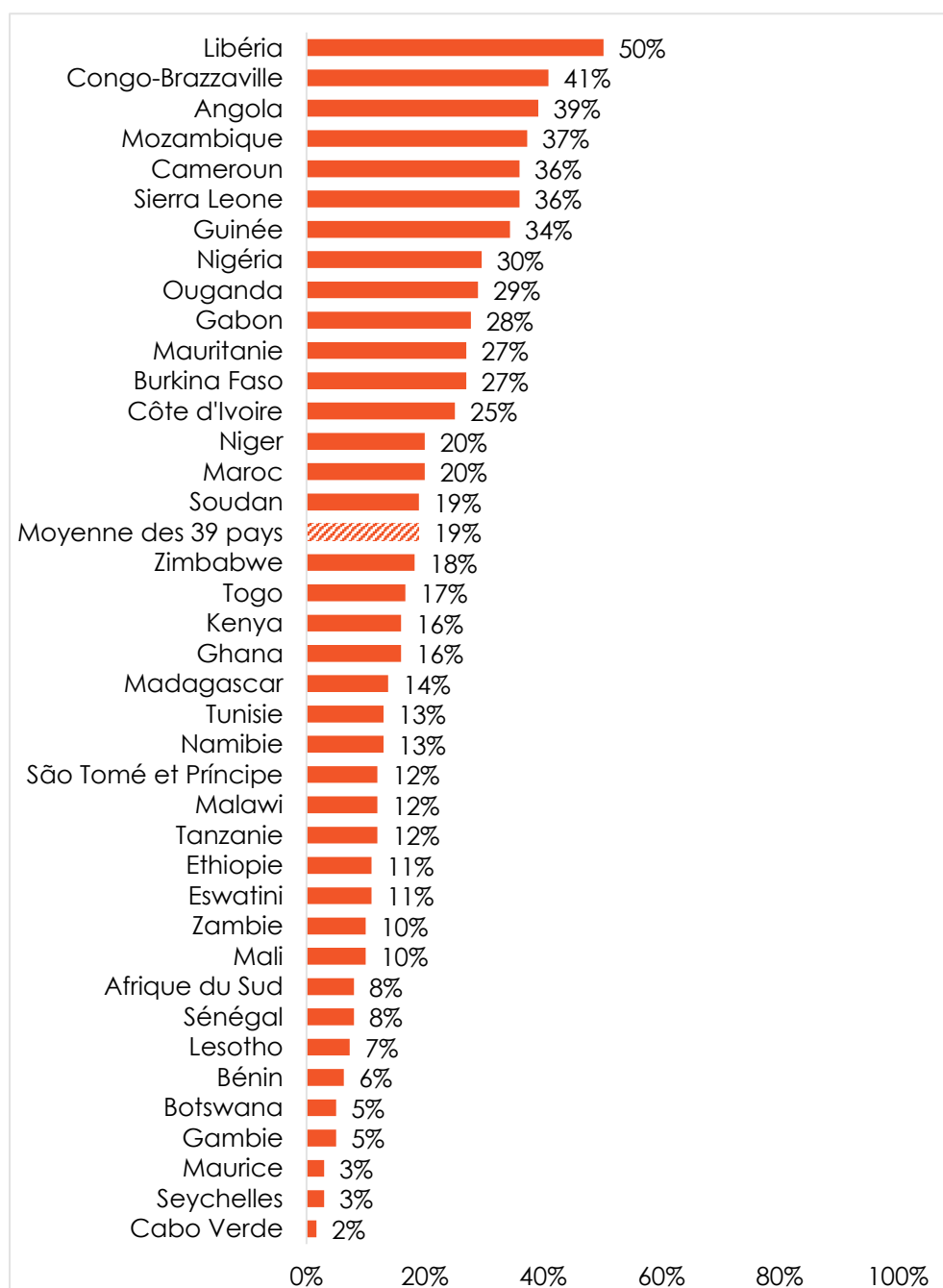
Figure 10 : Respect de la part des responsables des écoles publiques | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants qui disent avoir eu affaire à une école publique au cours des 12 derniers mois : En général, durant votre interaction avec les enseignants ou les dirigeants d'école, dans quelle mesure pensez-vous qu'ils vous traitent avec respect ? (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une école publique ont été exclus.)

Néanmoins, une proportion non négligeable des répondants déclarent avoir dû verser des pots-de-vin, faire des cadeaux ou rendre service à des enseignants ou à d'autres fonctionnaires de l'école pour obtenir le service dont ils avaient besoin. En moyenne, un répondant sur cinq ayant eu un contact avec une école publique au cours de l'année précédente (19%) déclarent avoir participé « une ou deux fois », « quelques fois » ou « souvent » à cette forme de corruption. Cette expérience était particulièrement fréquente au Libéria (50%), au Congo-Brazzaville (41%) et en Angola (39%), alors qu'elle était plutôt rare au Cabo Verde (2%), aux Seychelles (3%) et à Maurice (3%) (Figure 11).

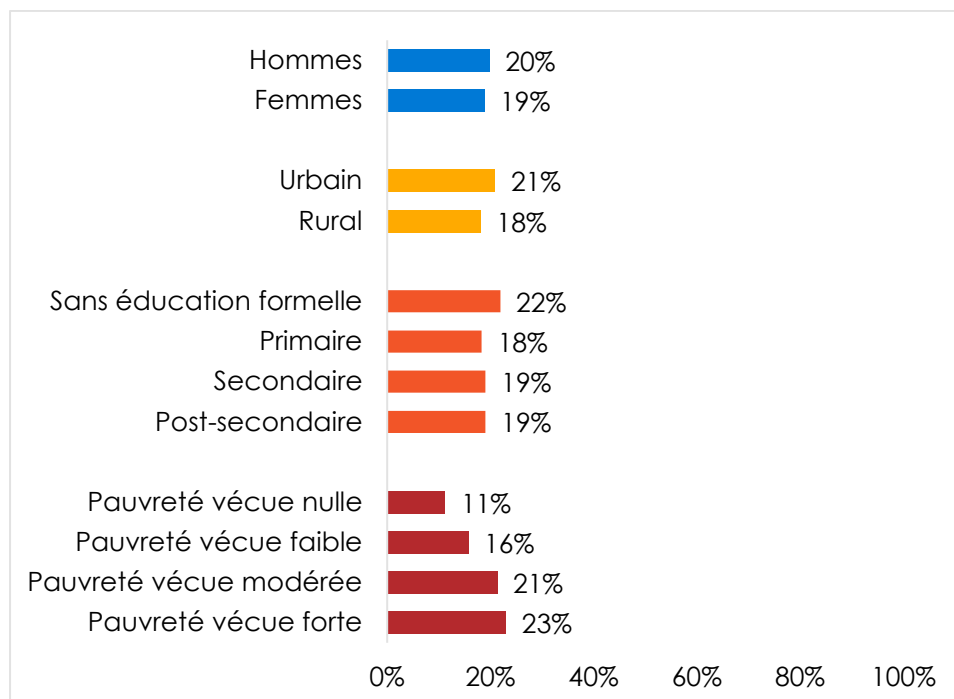
Figure 11 : Versement de pot-de-vin pour obtenir des services scolaires publics
 | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants qui disent avoir eu affaire à une école publique au cours des 12 derniers mois :
 Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un enseignant ou dirigeant d'école afin d'obtenir ce dont vous aviez besoin de ces écoles ?
 (% qui disent « une ou deux fois », « quelques fois » ou « souvent ») (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une école publique ont été exclus.)

La nécessité de verser des pots-de-vin en vue d'obtenir un service d'une école publique est deux fois plus fréquente chez les citoyens en situation de pauvreté modérée (21%) ou élevée (23%) que chez leurs compatriotes plus aisés (11%) (Figure 12). Les répondants sans instruction formelle (22%) sont un peu plus susceptibles de déclarer avoir dû verser des pots-de-vin que ceux qui ont un niveau d'instruction primaire ou supérieur (18%-19%).

Figure 12 : Versement de pot-de-vin pour obtenir des services scolaires publics
 | par groupe démographique | 39 pays | 2021/2023



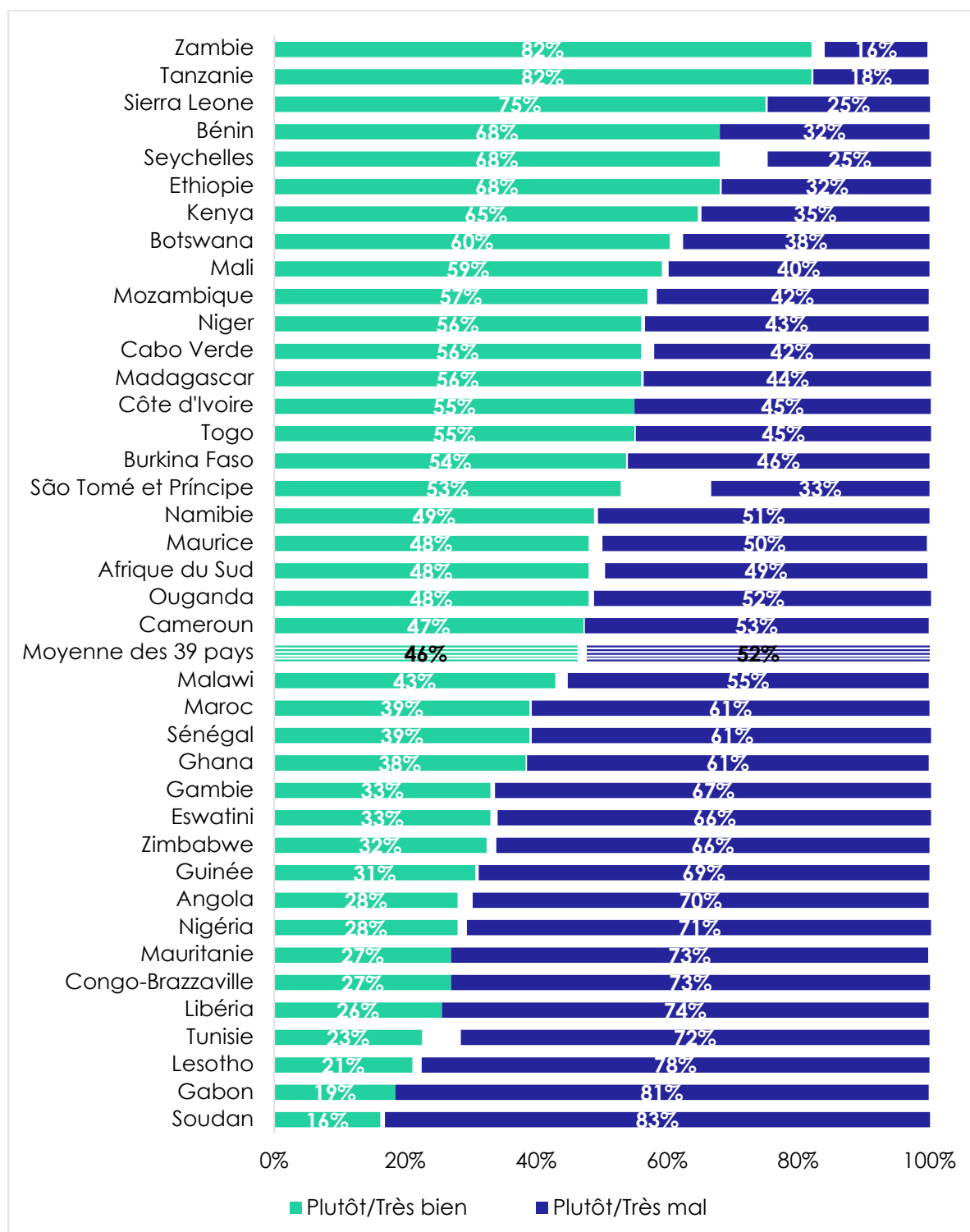
Question posée aux répondants qui disent avoir eu affaire à une école publique au cours des 12 derniers mois : Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un enseignant ou dirigeant d'école afin d'obtenir ce dont vous aviez besoin de ces écoles ? (% qui disent « une ou deux fois », « quelques fois » ou « souvent ») (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une école publique ont été exclus.)

Performance gouvernementale sur le plan de l'éducation

Dans quelle mesure les Africains sont-ils satisfaits de la performance gouvernementale sur le plan de l'éducation ? En moyenne à travers les 39 pays sondés, moins de la moitié (46%) des répondants pensent que leur gouvernement a des performances « assez bonnes » ou « très bonnes » en matière d'éducation, tandis que 52% attribuent de mauvaises notes à leurs dirigeants (Figure 13).

Les appréciations sont majoritairement favorables dans certains pays, au premier rang desquels la Zambie (82%), la Tanzanie (82%) et la Sierra Leone (75%). En revanche, moins d'un citoyen sur quatre pense que leur gouvernement fait du bon travail en matière d'éducation au Soudan (16%), au Gabon (19%), au Lesotho (21%) et en Tunisie (23%).

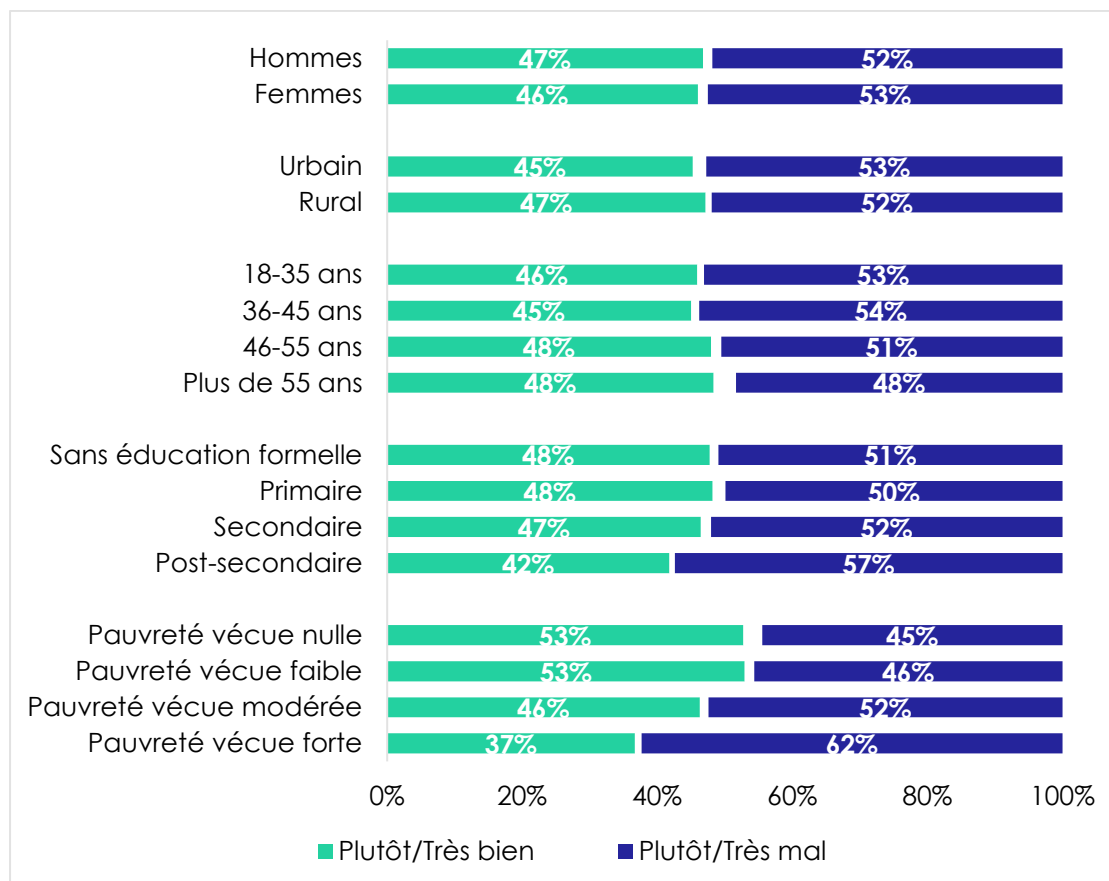
Figure 13 : Performance du gouvernement en matière d'éducation | 39 pays
 | 2021/2023



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la satisfaction des besoins en éducation, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Les évaluations de la performance gouvernementale en matière d'éducation sont similaires pour tous les sexes et les zones urbaines et rurales (Figure 14). Mais les taux d'approbation sont relativement faibles parmi les répondants les plus instruits (42%, contre 47%-48% chez les moins instruits) et parmi les répondants les plus pauvres (37%, contre 53% chez les citoyens plus aisés).

Figure 14 : Performance du gouvernement en matière d'éducation | par groupe démographique | 39 pays | 2021/2023



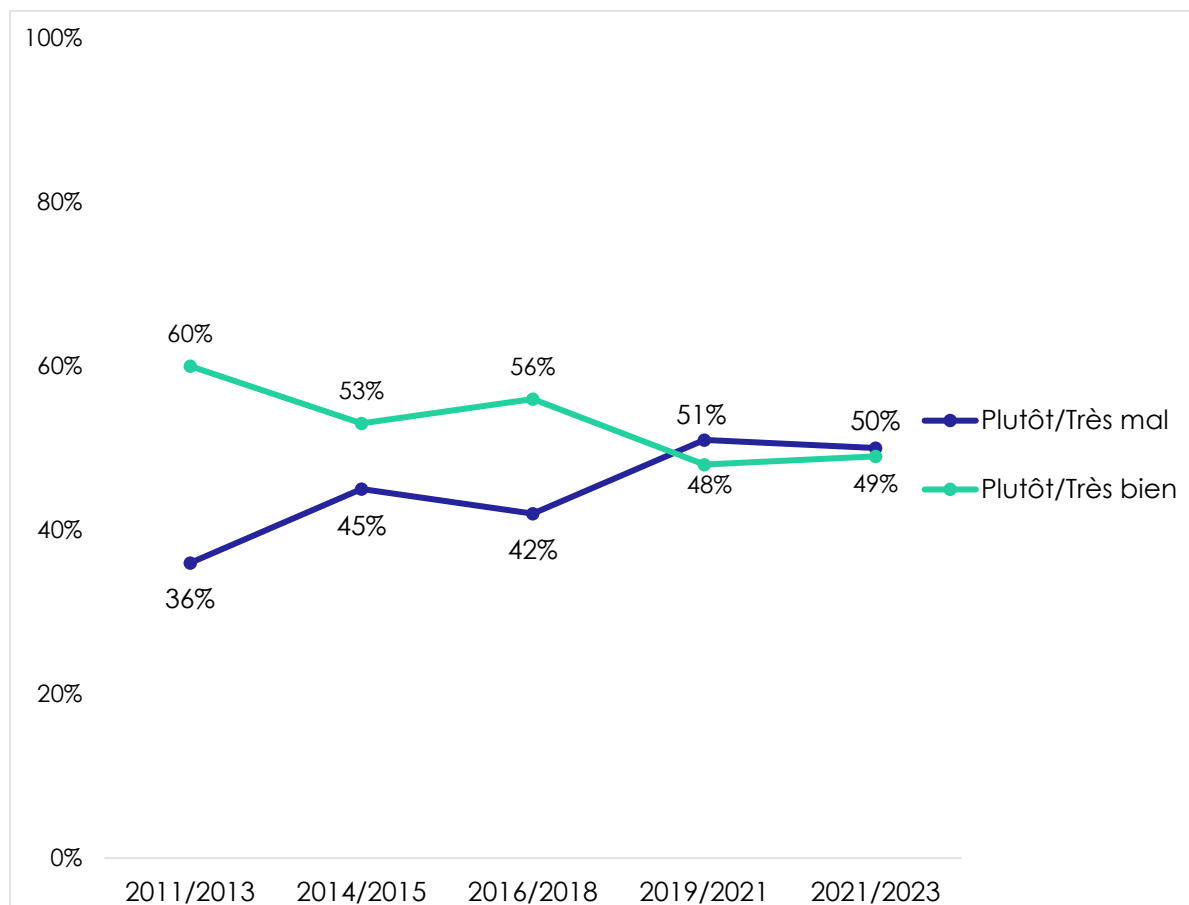
Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la satisfaction des besoins en éducation, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

En moyenne à travers les 29 pays où cette question a été posée lors de chacun des quatre rounds d'enquête précédents, l'approbation de la performance gouvernementale en matière d'éducation a régressé de 12 points de pourcentage entre 2011/2013 et 2019/2021, de 60% à 48%, mais est restée stable depuis lors (49% en 2021/2023) (Figure 15).

Ceci laisse supposer que si la satisfaction vis-à-vis de l'enseignement public a diminué, les Africains en général ne tiennent pas leurs gouvernements pour responsables des perturbations de la scolarité de leurs enfants occasionnées par la pandémie de COVID-19. En effet, la majorité (54%) des répondants se disent « assez satisfaits » ou « très satisfaits » des efforts de leur gouvernement en vue de minimiser ces perturbations, y compris environ trois quarts des Sierra-Léonais (77%), des Tanzaniens (76%), des Zambiens (75%) et des Ethiopiens (74%) (Figure 16). Le désaccord est majoritaire dans 12 pays, en tête desquels le Gabon (77%) et le Lesotho (76%).

Ces résultats sont conformes aux observations faites par Afrobarometer en 2021 dans 15 pays africains, à savoir que les décisions des gouvernements de fermer les écoles pour limiter la propagation de la COVID-19 bénéficient d'un fort soutien (64%), bien que la plupart des répondants (79%) aient également déclaré que les écoles auraient dû rouvrir plus rapidement (Amakoh, 2022).

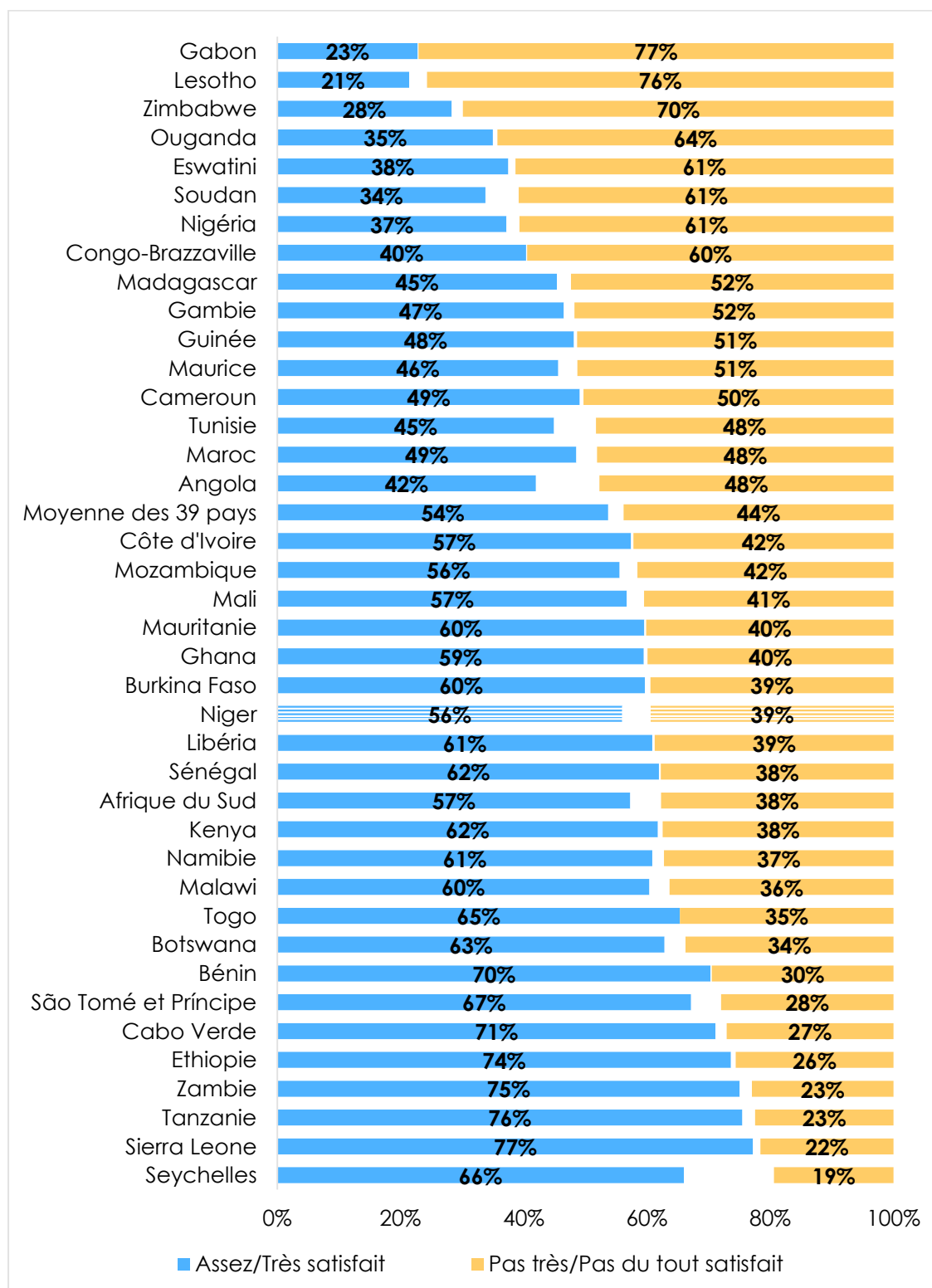
Figure 15 : Approbation de la performance du gouvernement en matière d'éducation | 29 pays* | 2011-2023



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la satisfaction des besoins en éducation, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

* La question n'a pas été posée au Soudan en 2014/2015.

Figure 16 : Opinions sur les efforts du gouvernement pour minimiser les perturbations de l'éducation pendant la pandémie de COVID-19 | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Dans quelle mesure êtes-vous satisfait ou insatisfait de la réponse du gouvernement à la COVID-19 dans le domaine suivant : Veiller à ce que les perturbations dans l'éducation des enfants soient réduites au minimum ?

Synthèse des perceptions sur l'éducation

Le Tableau 1 récapitule les expériences des citoyens avec leurs écoles publiques et les évaluations de la performance gouvernementale quant à la satisfaction des besoins en matière d'éducation. Les trois premières colonnes montrent les performances nationales sur les indicateurs de performances positives (performance gouvernementale satisfaisante, facilité d'obtention de services et traitement respectueux), codées en couleur du vert foncé (« la meilleure ») au jaune foncé (« la pire »). La dernière colonne indique la proportion des répondants qui déclarent avoir versé des pots-de-vin pour bénéficier de services scolaires, ce qui représente une performance négative, codée du rose clair (« la moins mauvaise ») au rouge foncé (« la pire »).

Nous constatons qu'aucun pays ne parvient à obtenir des scores dans la meilleure catégorie pour les quatre indicateurs. La Tanzanie s'en rapproche, avec les meilleurs scores de la performance gouvernementale, la facilité à obtenir les services et le traitement respectueux, ainsi qu'un assez bon score concernant le versement de pots-de-vin.

Cinq pays enregistrent des scores dans la meilleure fourchette pour la facilité à obtenir les services, le traitement respectueux et le versement de pots-de-vin : Les Seychelles, le Botswana, le Cabo Verde, Maurice et le Lesotho. Mais leur évaluation de la performance gouvernementale varie considérablement, de 68% aux Seychelles à seulement 21% au Lesotho.

En revanche, aucun pays n'est classé dans la catégorie inférieure pour plus d'un indicateur. Mais le Gabon, le Libéria, le Congo-Brazzaville, la Mauritanie, le Nigéria, l'Angola et la Guinée ont en commun des taux d'approbation des performances gouvernementales très ou assez faibles et des proportions très ou assez élevées de citoyens qui ont dû verser des pots-de-vin pour obtenir des services scolaires.

Tableau 1 : Ecoles publiques : Bilans et expériences | 39 pays | 2021/2023

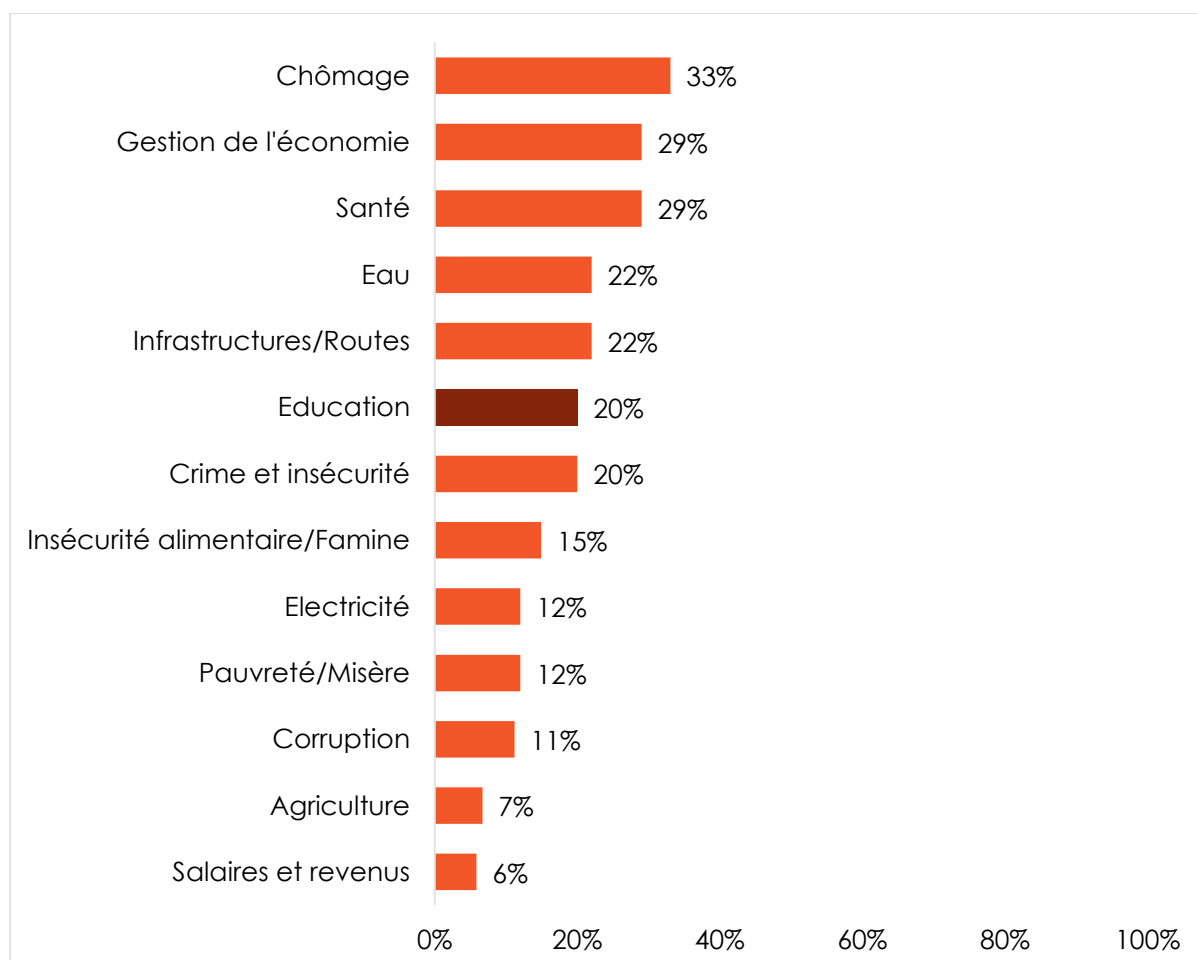
	Performance gouvernementale plutôt/très bonne	Facile/très facile d'obtenir les services éducatifs	S'être sentis traité avec quelque peu/beaucoup de respect	Ont payé un pot-de-vin pour obtenir le service nécessaire
	RESULTATS POSITIFS			RESULTATS NEGATIFS
Zambie	82%	74%	77%	10%
Tanzanie	82%	87%	81%	12%
Sierra Leone	75%	74%	77%	36%
Bénin	68%	86%	75%	6%
Seychelles	68%	89%	87%	3%
Ethiopie	68%	83%	78%	11%
Kenya	65%	73%	80%	16%
Botswana	60%	82%	78%	5%
Mali	59%	84%	78%	10%
Mozambique	57%	72%	57%	37%
Niger	56%	87%	80%	20%
Cabo Verde	56%	81%	91%	2%
Madagascar	56%	69%	91%	14%
Côte d'Ivoire	55%	64%	67%	25%
Togo	55%	72%	72%	17%
Burkina Faso	54%	80%	78%	27%
São Tomé et Príncipe	53%	74%	81%	12%
Namibie	49%	74%	56%	13%
Maurice	48%	95%	83%	3%
Afrique du Sud	48%	84%	70%	8%
Ouganda	48%	65%	72%	29%
Cameroun	47%	69%	58%	36%
Malawi	43%	62%	59%	12%
Maroc	39%	85%	66%	20%
Sénégal	39%	68%	70%	8%
Ghana	38%	82%	78%	16%
Eswatini	33%	79%	71%	11%
Gambie	33%	72%	84%	5%
Zimbabwe	32%	66%	82%	18%
Guinée	31%	63%	86%	34%
Angola	28%	53%	64%	39%
Nigéria	28%	72%	74%	30%
Mauritanie	27%	80%	54%	27%
Congo-Brazzaville	27%	59%	65%	41%
Libéria	26%	57%	73%	50%
Tunisie	23%	63%	76%	13%
Lesotho	21%	82%	79%	7%
Gabon	19%	60%	54%	28%
Soudan	16%	64%	70%	19%
Moyenne des 39 pays	46%	74%	74%	19%
Clé	<25%			<10%
	25%-50%			10%-20%
	51%-75%			21%-30%
	>75%			>30%

Note : Les questions sur la facilité d'obtention de services, le traitement respectueux et le paiement de pots-de-vin ont été posées uniquement aux répondants ayant eu affaire à une école publique.

L'éducation comme priorité publique

L'éducation occupe, avec la criminalité/sécurité, la sixième place des problèmes les plus importants auxquels les Africains veulent que leur gouvernement s'attaque (Figure 17). Citée par 20% des répondants parmi les trois premières priorités d'action gouvernementale, l'éducation talonne le chômage, la gestion de l'économie, la santé, l'approvisionnement en eau et les infrastructures/routes dans l'agenda politique des citoyens.

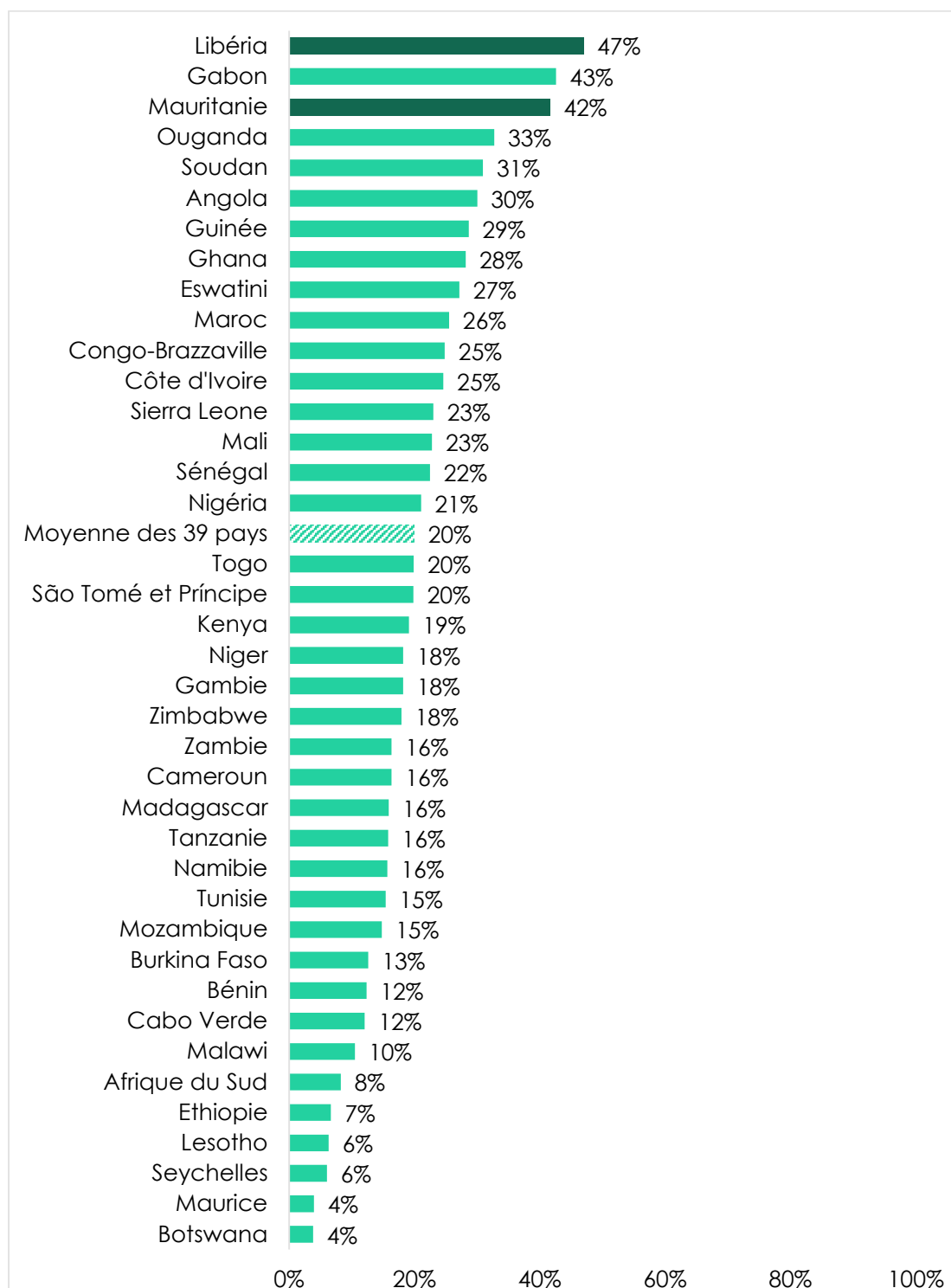
Figure 17 : Plus importants problèmes | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne. La figure montre le pourcentage de répondants qui citent chaque problème parmi leurs trois priorités.)

Les pays affichent une grande diversité dans leur classement de l'éducation parmi leurs problèmes les plus urgents (Figure 18). C'est la préoccupation la plus fréquemment citée au Libéria (mentionnée par 47% des répondants) et en Mauritanie (42%), elle se classe deuxième en Ouganda (33%) et troisième au Gabon (43%), au Soudan (31%) et en Eswatini (27%). En revanche, 4% seulement des Mauriciens et des Botswanais citent l'éducation comme une préoccupation majeure, ce qui la place loin dans la liste des priorités d'action gouvernementale.

Figure 18 : L'éducation comme problème prioritaire | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne. La figure montre le pourcentage de répondants qui citent l'éducation parmi leurs trois priorités.)

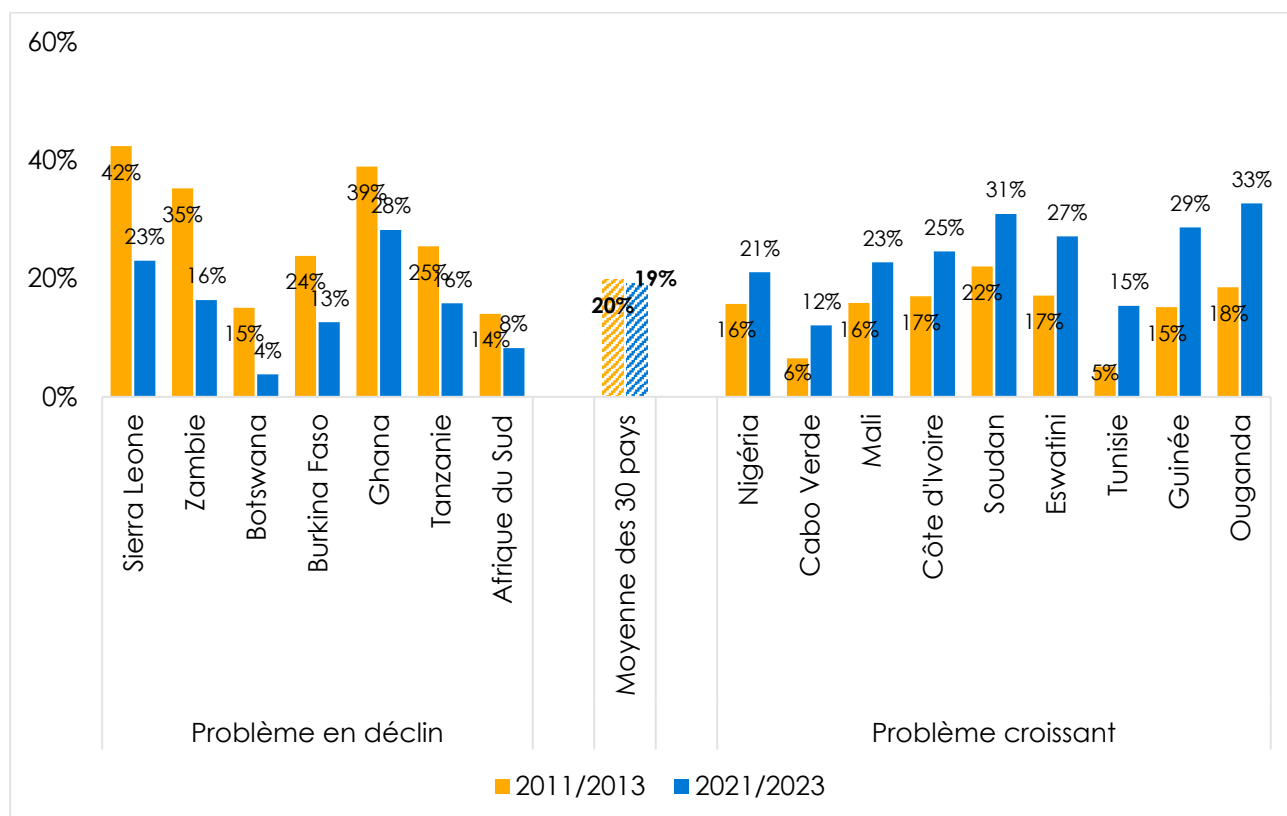
En moyenne, à travers les 30 pays régulièrement sondés au cours de la dernière décennie, la proportion des répondants qui citent l'éducation parmi leurs principales priorités d'action

gouvernementale n'a pas considérablement varié. Mais au niveau national, nous observons des changements substantiels de la priorisation de l'éducation entre les rounds d'enquête de 2011/2013 et de 2021/2023 (Figure 19).

En Sierra Leone, par exemple, la proportion de répondants qui considèrent l'éducation comme l'un des trois problèmes les plus importants de leur pays a chuté environ de moitié, passant de 42% à 23%. Parmi les autres pays où le nombre des répondants qui accordent la priorité à l'éducation a diminué considérablement (à gauche de la figure), on trouve la Zambie (baisse de 19 points de pourcentage), le Botswana (-11 points), le Burkina Faso (-11 points) et le Ghana (-11 points).

D'autre part, neuf pays ont enregistré des hausses significatives de la proportion des répondants qui considèrent l'éducation comme un problème majeur, dont l'Ouganda (+15 points de pourcentage), la Guinée (+14 points), la Tunisie (+10 points) et l'Eswatini (+10 points).

Figure 19 : Changement dans la perception de l'éducation comme problème prioritaire | 30 pays* | 2011-2023



Question posée aux répondants : A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne. La figure montre le pourcentage de répondants qui citent l'éducation parmi leurs trois priorités.)

* La figure montre uniquement les pays avec des gains ou des pertes de plus de 5 points de pourcentage entre 2011/2013 et 2021/2023.

Conclusion

Les résultats des enquêtes Afrobarometer révèlent des progrès dans le niveau d'instruction et attribuent à la plupart des écoles publiques des scores satisfaisants pour leur réactivité et le respect qu'elles accordent au public.

Mais les résultats mettent également en évidence un certain nombre de défis, notamment les désavantages persistants relatifs au niveau d'instruction des femmes, des pauvres et des habitants des zones rurales ; le problème généralisé des enfants non scolarisés ; et les demandes de pots-de-vin en échange de services.

Les expériences et les évaluations varient considérablement d'un pays à l'autre, y compris en ce qui concerne la place qu'ils accordent à l'éducation dans leur programme d'action urgente. Dans l'ensemble, la majorité des Africains sont insatisfaits de la performance gouvernementale en matière d'éducation, tout en appréciant les efforts déployés par leurs dirigeants en vue de minimiser les perturbations de la scolarité dues à la COVID-19.

Références

- Amakoh, K. (2022). Performances à la baisse : Les Africains s'attendent à plus en matière d'éducation Dépêche No. 511 d'Afrobarometer.
- Asim, S., Gera, R., & Singhal, A. (2022). Learning loss from covid in sub-Saharan Africa: Evidence from Malawi. Blogues de la Banque mondiale. 19 avril.
- Banque Mondiale. (2023). School enrollment, primary (% gross) - sub-Saharan Africa.
- Dauids, N. (2023). Inequality in higher education mushroomed by COVID-19 pandemic. Actualités de l'Université du Cap. 4 octobre.
- Human Rights Watch. (2020). Impact of covid-19 on children's education in Africa.
- Institut de Statistique de l'UNESCO. (2024). Education in Africa.
- Kidman, R., Breton, E., Behrman, J., & Kohler, H.-P. (2022). Returning to school after COVID-19 closures: Who is missing in Malawi? *International Journal of Educational Development*, 93.
- Klapper, L., & Panchamia, M. V. (2023). The high price of education in Sub-Saharan Africa. Blogues de la Banque Mondiale. 13 mars.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Mayekoo. (2023). Education issues in Africa: 3 key problems and solutions. 1 août.
- Nations Unies. (2022). The sustainable development goals report 2022.
- Nations Unies. (2024). Goals: 4.
- UNESCO. (2023). Education data for sub-Saharan Africa
- UNICEF Afrique. (2022). The impacts of covid-19 on education spending in Africa and possible recovery pathways. Document de Travail sur l'Education et la Politique Sociale.
- Warah, R. (2022). Africa's lost generation: The impact of school closures on girls' education. One.

Annexe

Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain d'Afrobarometer au titre du Round 9 et des rounds précédents

Pays	Travaux de terrain du Round 9	Rounds d'enquêtes précédents
Afrique du Sud	Nov.-déc. 2022	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018, 2021
Angola	Fév.-mars 2022	2019
Bénin	Janv. 2022	2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2020
Botswana	Juin-juillet 2022	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Burkina Faso	Sept.-oct. 2022	2008, 2012, 2015, 2017, 2019
Cabo Verde	Juillet-août 2022	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2019
Cameroun	Mars 2022	2013, 2015, 2018, 2021
Congo-Brazzaville	Juin-juillet 2023	NA
Côte d'Ivoire	Nov.-déc. 2021	2013, 2014, 2017, 2019
Eswatini	Oct.-nov. 2022	2013, 2015, 2018, 2021
Ethiopie	Mai-juin 2023	2013, 2020
Gabon	Nov.-déc. 2021	2015, 2017, 2020
Gambie	Août-sept. 2022	2018, 2021
Ghana	Avril 2022	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Guinée	Août 2022	2013, 2015, 2017, 2019
Kenya	Nov.-déc. 2021	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016, 2019
Lesotho	Fév.-mars 2022	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2020
Libéria	Août-sept. 2022	2008, 2012, 2015, 2018, 2020
Madagascar	Avril-mai 2022	2005, 2008, 2013, 2015, 2018
Malawi	Fév. 2022	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Mali	Juillet 2022	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2020
Maroc	Août-sept. 2022	2013, 2015, 2018, 2020
Maurice	Mars 2022	2012, 2014, 2017, 2020
Mauritanie	Nov. 2022	NA
Mozambique	Oct.-nov. 2022	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018, 2021
Namibie	Oct.-nov. 2021	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Niger	Juin 2022	2013, 2015, 2018, 2020
Nigéria	Mars 2022	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017, 2020
Ouganda	Janv. 2022	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017, 2019
São Tomé et Príncipe	Déc. 2022	2015, 2018
Sénégal	Mai-juin 2022	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2021
Seychelles	Déc. 2022	NA
Sierra Leone	Juin-juillet 2022	2012, 2015, 2018, 2020
Soudan	Nov.-déc. 2022	2013, 2015, 2018, 2021
Tanzanie	Sept.-oct. 2022	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2021
Togo	Mars 2022	2012, 2014, 2017, 2021
Tunisie	Fév. Mars 2022	2013, 2015, 2018, 2020
Zambie	Août-sept. 2022	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017, 2020
Zimbabwe	Mars-avril 2022	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017, 2021

Richard Adjadeh est analyste de données au service d'Afrobarometer et étudiant en master de politiques publiques au sein du département de sciences politiques de l'université d'État du Michigan. Courriel : adjadehr@msu.edu.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 768 d'Afrobarometer | 13 février 2024